

EIFFAGE

Rapports des commissaires aux comptes à l'assemblée générale mixte

Assemblée générale mixte du 21 avril 2021
(treizième, quinzième, seizième, dix-septième, dix-huitième,
dix-neuvième, vingtième, vingt-et-unième, vingt-deuxième
résolutions)

KPMG AUDIT IS

SIEGE SOCIAL : TOUR EQHO - 2, AVENUE GAMBETTA - 92066 PARIS LA DEFENSE CEDEX

MAZARS

SIEGE SOCIAL : TOUR EXALTIS – 61 RUE HENRI REGNAULT - 92075 PARIS-LA DEFENSE CEDEX

EIFFAGE

Société anonyme au capital de 392 000 000 €

Siège social : 3-7, Place de l'Europe 78140 Vélizy-Villacoublay

RCS Versailles 709 802 094

Rapports des commissaires aux comptes à l'assemblée générale mixte

Assemblée générale mixte du 21 avril 2021

(treizième, quinzième, seizième, dix-septième, dix-huitième, dix-neuvième, vingtième, vingt-et-unième, vingt-deuxième résolutions)

Rapports des commissaires aux comptes à l'assemblée générale mixte

A l'assemblée générale mixte de la société Eiffage,

Rapport des commissaires aux comptes sur la réduction du capital (treizième résolution)

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue à l'article L. 22-10-62 du code de commerce en cas de réduction du capital par annulation d'actions achetées, nous avons établi le présent rapport destiné à vous faire connaître notre appréciation sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Votre conseil d'administration vous propose de lui déléguer avec faculté de subdélégation, pour une durée de 26 mois à compter de la présente assemblée, tous pouvoirs pour annuler, dans la limite de 10% de son capital par périodes de 24 mois, les actions achetées au titre de la mise en œuvre d'une autorisation d'achat par votre société de ses propres actions dans le cadre des dispositions de l'article précité.

Il est précisé que le conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'assemblée générale, faire usage de la présente autorisation à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences conduisent à examiner si les causes et conditions de la réduction du capital envisagée, qui n'est pas de nature à porter atteinte à l'égalité des actionnaires, sont régulières.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

EIFPAGE

Assemblée générale
mixte du
21 avril 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions et/ou de diverses valeurs mobilières avec maintien et/ou suppression du droit préférentiel de souscription (quinzième, seizième, dix-septième, dix-huitième, dix-neuvième et vingtième résolutions)

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants ainsi que par l'article L. 22-10-52 du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur les propositions de délégation au conseil d'administration de différentes émissions d'actions et/ou de valeurs mobilières, opérations sur lesquelles vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport :

- de lui déléguer, avec faculté de subdélégation, pour une durée de vingt-six mois à compter du jour de la présente assemblée, la compétence pour décider des opérations suivantes et fixer les conditions définitives de ces émissions et vous propose, le cas échéant, de supprimer votre droit préférentiel de souscription :
 - émission avec maintien du droit préférentiel de souscription (quinzième résolution) d'actions ordinaires de la société et/ou d'actions ordinaires donnant droit à l'attribution d'autres actions ordinaires ou de titres de créances et/ou de valeurs mobilières donnant à des actions ordinaires à émettre par la société ;
 - émission avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offre au public à l'exclusion d'offres visées au 1° de l'article L.411-2 du code monétaire et financier (seizième résolution) d'actions ordinaires de la société et/ou d'actions ordinaires donnant droit à l'attribution d'autres actions ordinaires ou de titres de créances et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires à émettre de la Société, étant précisé que :
 - ces titres pourront être émis à l'effet de rémunérer des titres qui seraient apportés à la société dans le cadre d'une offre publique d'échange sur titres répondant aux conditions fixées par l'article L. 22-10-54 du code de commerce ;
 - le conseil d'administration aura la faculté de conférer aux actionnaires la possibilité de souscrire en priorité ; émission avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offres visées au 1° de l'article L.411-2 du code monétaire et financier et dans la limite de 20% du capital social (dix-septième résolution) d'actions ordinaires de la société et/ou d'actions ordinaires donnant droit à l'attribution d'autres actions ordinaires ou de titres

EIFPAGE

Assemblée générale
mixte du
21 avril 2021

de créances et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires à émettre de la Société.

- de lui déléguer, pour une durée de 26 mois à compter du jour de la présente assemblée, les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder à l'émission d'actions ordinaires et de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la société, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant immédiatement et/ou à terme accès au capital (dix-neuvième résolution), dans la limite de 10% du capital.

Il est précisé que le conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'assemblée générale, faire usage des délégations prévues aux quinzième, seizième, dix-septième, dix-huitième et dix-neuvième résolutions à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

Il est également précisé que les délégations consenties au titre des quinzième, seizième, dix-septième et dix-neuvième résolutions priveront d'effet, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Le montant nominal des augmentations du capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme ne pourra excéder :

- le plafond individuel de 156 800 000 euros au titre de la quinzième résolution ;
- le plafond individuel de 39 200 000 euros au titre des seizième et dix-septième résolutions ; étant précisé que ce plafond s'imputera sur le plafond global de 39 200 000 euros prévu par la vingtième résolution applicable aux seizième, dix-septième et dix-neuvième résolutions.

Le montant nominal global des titres de créances susceptibles d'être émis ne pourra excéder :

- le plafond individuel de 2 milliards d'euros au titre de la quinzième résolution.
- Le plafond global de 2 milliards d'euros prévu par la vingtième résolution au titre des seizième et dix-septième résolutions.

Ces plafonds tiennent compte du nombre supplémentaire de titres à créer dans le cadre de la mise en œuvre des délégations visées aux quinzième, seizième et dix-

EIFFAGE

Assemblée générale
mixte du
21 avril 2021

septième résolutions, dans les conditions prévues à l'article L. 225-135-1 du code de commerce, soit dans la limite de 15% du nombre de titres de l'émission initiale, si vous adoptez la dix-huitième résolution.

Il appartient au conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant ces opérations, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du conseil d'administration relatif à ces opérations et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions des émissions qui seraient décidées, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du conseil d'administration au titre des seizième et dix-septième résolutions.

Par ailleurs, ce rapport ne précisant pas les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre dans le cadre de la mise en œuvre des quinzième et dix-neuvième résolutions, nous ne pouvons pas donner notre avis sur le choix des éléments de calcul de ce prix d'émission.

Les conditions définitives dans lesquelles les émissions seront réalisées n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite dans les seizième et dix-septième résolutions.

Conformément à l'article R. 225-116 du code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de ces délégations par votre conseil d'administration, en cas d'émission de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre et en cas d'émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription.

EIFPAGE

Assemblée générale
mixte du
21 avril 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise (vingt-et-unième résolution)

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au conseil d'administration de la compétence de décider une augmentation du capital par émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital de la société, avec suppression du droit préférentiel de souscription, pour un montant nominal maximum de 15 millions d'euros, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Cette émission serait réservée aux salariés de votre société et/ou des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.225-180 du code de commerce et L. 3344-1 du code du travail et qui auront adhéré à un plan d'épargne d'entreprise et/ou à un plan d'épargne groupe (ainsi que les retraités et préretraités remplissant les conditions requises).

Cette émission est soumise à votre approbation en application des dispositions des articles L.225-129-6 du code de commerce et L.3332-18 et suivants du code du travail.

Votre conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer, avec faculté de subdélégation, pour une période de 26 mois à compter du jour de la présente assemblée, la compétence pour décider une émission et de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux titres de capital à émettre. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération.

Il appartient au conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R.225-113 et suivants du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

La présente délégation priverait d'effet, à hauteur des montants non utilisés, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du

EIFPAGE

Assemblée générale
mixte du
21 avril 2021

rapport du conseil d'administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'émission qui serait décidée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du Conseil d'administration.

Les conditions définitives dans lesquelles l'émission serait réalisée n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R.225-116 du code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de cette délégation par votre Conseil d'administration en cas d'émission d'actions et de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre.

Rapport des commissaires aux comptes sur l'autorisation d'attribution gratuites d'actions existantes de la société (vingt-deuxième résolution)

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par l'article L. 225-197-1 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'autorisation d'attribution d'actions gratuites existantes, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Cette émission sera réservée :

- aux membres du personnel salarié de la société ou des sociétés ou groupements d'intérêt économique qui lui sont liés directement ou indirectement au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce,
- et/ou des mandataires sociaux qui répondent aux conditions fixées par l'article L. 225-197-1 du Code de commerce.

Le nombre total d'actions attribuées gratuitement au titre de la présente autorisation ne pourra dépasser 1 000 000, étant précisé que le nombre total d'actions pouvant être attribuées gratuitement aux dirigeants mandataires de la société ne pourra dépasser 100 000 actions au sein de cette enveloppe.

L'attribution définitive des actions de performance aux dirigeants mandataires de la société et aux membres du comité exécutif sera obligatoirement soumise aux conditions de performance définies et appréciées sur la période du plan, fixées par le

EIFFAGE

Assemblée générale
mixte du
21 avril 2021

Conseil d'administration dans le strict respect de la politique de rémunération du Président-directeur général en vigueur telle qu'approuvée par l'assemblée générale des actionnaires.

Votre conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de l'autoriser pour une durée de trente-huit mois à compter du jour de la présente assemblée à attribuer des actions gratuites existantes. La présente autorisation privera d'effet, à hauteur des montants non utilisés, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

Il appartient au conseil d'administration d'établir un rapport sur cette opération à laquelle il souhaite pouvoir procéder. Il nous appartient de vous faire part, le cas échéant, de nos observations sur les informations qui vous sont ainsi données sur l'opération envisagée.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté notamment à vérifier que les modalités envisagées et données dans le rapport du conseil d'administration s'inscrivent dans le cadre des dispositions prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données dans le rapport du conseil d'administration portant sur l'opération envisagée d'autorisation d'attribution d'actions gratuites

Paris La Défense, le 30 mars 2021,

Les commissaires aux comptes

KPMG AUDIT IS

Philippe BOURHIS

MAZARS

Olivier THIREAU
